



La voix des auditeurs IHEDN Paris Île de France

N°6 printemps 2019



Cher(e)s ami(e)s

Le programme 2016-2019, pour lequel j'ai été élu président en 2016, rendu possible grâce à un vrai travail d'équipe du Bureau et du Comité directeur, s'achève avec notre prochaine assemblée générale. Merci à tous pour la confiance que vous nous avez accordée.

Ce programme s'est articulé autour de trois dynamiques: s'inscrire dans la continuité

par l'engagement et la cohésion; assurer l'avenir de notre association; renforcer sa capacité financière.

Le bilan montre que notre activité, globalement, a doublé, que votre participation et votre mobilisation ont été d'un grand soutien, et que notre audience a triplé, sans oublier de mentionner l'évolution de nos statuts et la création d'un règlement intérieur votés en AGE en 2017, de rappeler un cycle régulier de conférences mensuelles, les travaux de nos comités d'études, les activités des trinômes académiques, les séminaires des élus et correspondants défense, le renforcement des supports numériques, la modernisation de notre lettre d'information «La Voix des Auditeurs» et la mise en place de sept référents départementaux (hors Paris) autour d'événements de proximité locale.

Parlons aussi de nos voyages d'étude, de la création, à notre initiative avec le soutien de l'IHEDN et de l'Union-IHEDN, du Printemps des auditeurs à Paris en 2017 dont la 3ème édition aura lieu cette année en région, du Forum national des auditeurs organisé en 2017 au lycée professionnel Diderot (Paris 19è) conjointement avec l'Union-IHEDN et le rectorat de Paris. Ces dynamiques, encourageantes pour l'avenir de notre association, ont démontré les capacités d'adaptabilité et de mobilisation de nos membres, auditeurs et associés.

C'est dans un esprit de renouvellement et de passage régulier de relais au sein de nos instances que la prochaine AGO élira une nouvelle équipe qui continuera à porter haut et fort l'esprit de défense qui nous anime, en cohésion avec notre fédération, l'Union-IHEDN, et notre institut l'IHEDN. J'en suis persuadé.

Nous comptons sur vous tous pour poursuivre votre mobilisation, pour accroître notre rayonnement grâce à l'augmentation de nos adhérents, pour participer activement aux enjeux de défense, de sécurité et de géopolitique, dans un environnement complexe et instable.

Très amicalement,

Édouard DETAILLE

AGENDA 1^{ER} SEMESTRE 2019

- **17 JANVIER** Conférence de François Charles : «Politique d'armement en France et en Europe».
- **18 JANVIER** Petit déjeuner (AA et AR 16) avec Alain Lamassoure sur le thème : «Quel impact du Brexit sur la construction européenne?».
- **23 JANVIER** Dîner des vœux au Val-de-Grâce.
- **30 JANVIER** Séminaire des élus au Centre national des armées (CNA).
- **7 FÉVRIER** Conférence de Bernard Houcarde : «L'Iran, seule puissance régionale émergente au Moyen Orient?».
- **11 FÉVRIER** Conférence du général de Villiers organisé par Synopia en partenariat avec l'Association.
- **7 MARS** Conférence de J.F. Baillelte et J. Notin : «PME, de la cyber-sécurité à la cyber-compétitivité: comprendre les enjeux, protéger et créer de la valeur».
- **15 MARS** Visite du site de la DGA Maîtrise NRC à Verrière le Buisson (91), organisée par Xavier Liffra, référent départemental de l'Association pour l'Essonne.

RÉSERVER LES DATES POUR LE 2^È TRIMESTRE

- **5 AVRIL** Conférence-visite du laboratoire EDF recherche et développement d'EDF à Chatou (Yvelines) organisée par Camille Guthmann, référente

départementale de l'Association pour les Yvelines.

- **8 AVRIL** Conférence d'Erick Roche : «Gestion de la crise symbolique d'une entité privée – perspectives et enseignements».
- **13 AVRIL** Assemblée générale ordinaire (AGO).
- **20 MAI** Conférence de Jérémy Ghez «États-Unis : déclin improbable, rebond impossible».
- **23 MAI** Conférence avec le Club géostratégie HEC «Les enjeux géo-économiques des routes de la soie».
- **3/8 JUIN** 113ème séminaire jeunes à Paris.
- **12 JUIN** Conférence de Nicolas Normand : «Risques de déstabilisations et de terrorisme en Afrique: quel impact pour la France?».
- **27 JUIN** Conférence d'Isabelle Hajjar : «Cybersécurité : derrière la muraille de Chine».
- **8 JUILLET** dîner annuel au Sénat.
- **11 SEPTEMBRE** Conférence d'Alain Risetto (sujet en cours de confirmation).
- **17 OCTOBRE** Conférence de Mokhtar ben Barka : «Le protestantisme évangélique nord-américain».
- **6 NOVEMBRE** Conférence de Myrto Triphari : «Contribution du nucléaire civil au positionnement géostratégique de la France».
- **DÉCEMBRE** Conférence de Christophe Jaffrelot : «Le Cachemire : facteur de déstabilisation géostratégique».

L'ASSO EN ACTION :

DÎNER DES VŒUX - 23 janvier 2019

Lieu historique de Paris, le Val-de-Grâce nous a accueillis pour notre dîner des vœux, le 23 janvier, grâce à la bienveillance du directeur de l'École du Val-de-Grâce, héritière depuis 2005 de l'École d'application du Service de santé des armées, le médecin général Humbert Boisseaux.

Ce fief royal devient monastère royal lors de l'installation de religieuses bénédictines par Anne d'Autriche en 1621. La reine y fait édifier une superbe église abbatiale, en remerciement de son vœu pour la naissance d'un fils, Louis-Dieudonné, futur Louis XIV. Les bâtiments accueillent, en 1795, un hôpital militaire, transformé en hôpital d'instruction en 1796 et donnant naissance en 1850 à l'École d'application de médecine militaire, devenue en 1993 l'École d'application du Service de santé des armées. Depuis la suppression de l'hôpital militaire en 2016, le site abrite le musée et la bibliothèque du Service de santé des armées et l'École du Val-de-Grâce.



Les cent participants ont eu l'honneur et le plaisir de recevoir le général Patrick Destremau, directeur de l'Institut, et l'amiral Jean-François Morel représentant Mario Faure, président de l'Union IHEDN, malgré leur emploi du temps chargé.

Une visite de la superbe église à dôme, sous l'aimable conduite du général Olivier Farret, président de l'association des amis du musée du Service de santé des armées a précédé la soirée. La magnifique salle capitulaire a abrité le cocktail, sous les regards en cimaise de Louis XIII et de son épouse, la reine protectrice des lieux.

Notre hôte, le général Boisseaux, nous a accueillis par de chaleureux propos et nous a présenté brièvement les fonctions de l'École qui fédère l'ensemble de l'enseignement et de la formation des personnels du Service de santé des armées.

Édouard Detaille, président de l'Association, a dressé le tableau des actions menées en 2018 et de celles prévues en 2019.

Enfin, le général Destremau a mis en exergue le rôle de première importance de l'IHEDN, la reconnaissance de son travail de formation, au niveau national et international, et nous a encouragés à conserver l'énergie dont nous faisons preuve pour faire rayonner l'esprit de défense.

Le dîner fut servi dans le très élégant cloître, à double étage, dont le jardin intérieur avait été mis en lumière.

Une belle soirée de vœux, de souvenirs culturels, d'échanges fructueux, appréciée de tous tant par son ambiance amicale que par la qualité et la gentillesse du service. Encore bonne et heureuse année à tous !

Isabelle Hugues-de-Segonzac et Pascal Roze

PROCHAINE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

13 avril 2019

Mars, malgré les averses, prépare en secret le printemps ...et sa besogne faite, mi-avril, nous dit: «Auditeur, à l'assemblée générale de l'Association, tu peux venir !»

Chers amis adhérents, vous êtes chaleureusement invités, le 13 avril à l'amphi Lacoste, à participer à ce moment important de notre vie collective pour évoquer le bilan de 2018, préparer 2019 et esquisser 2020: événements dans les départements franciliens, communication numérique, programme de visites et de conférences ... sans doute aurez-vous des propositions ! Et nous élirons sept représentants au Comité directeur. Donc...VENEZ !

Cette matinée commencera par le café d'accueil, avant l'AG prévue à partir de 10 h 00, et se terminera après les questions diverses par le traditionnel déjeuner amical à la Rotonde.

Si vous êtes indisponible, n'hésitez pas à nous envoyer votre pouvoir (et vos suggestions), afin d'exprimer votre voix.

Nous comptons sur vous, nombreux, le 13 avril.

Pascal Roze

LES RÉSULTATS DU SONDAGE ANNUEL

Par rapport aux sondages réalisés depuis 2017 pour mieux connaître vos attentes, nous avons mis l'accent cette année sur notre communication, votre utilisation de l'annuaire de l'UNION-IHEDN et les nouvelles activités dans les départements.

Vous êtes 85 à y avoir répondu, soit 21,5%, 32% pour Paris, 18% pour les Hauts-de-Seine, 8% pour la Seine-Saint-Denis, 6% pour le Val-de-Marne, 16% pour la Seine-et-Marne, 12% pour les Yvelines.

Nous notons avec plaisir que vous communiquez largement sur l'IHEDN (60% plus de cinq fois par an et 36% une à quatre fois par an), majoritairement dans un cadre non professionnel (84%). Pour la communication sur l'Association, vous êtes également talentueux (47% plus de cinq fois par an et 42% une à quatre fois par an).

Quant aux réseaux sociaux, vous êtes 17% à juger utile professionnellement la page LinkedIn et 26% à consulter la page Facebook.

Pour l'annuaire de l'UNION-IHEDN, nous sommes étonnés qu'un tiers déclare ne pas le recevoir ! Peut-être n'avez-vous pas réglé votre cotisation annuelle à temps ? Même si 36% d'entre vous n'ont pas vérifié leurs données personnelles, vous le consultez plus de deux fois par an (51%) et au moins une fois (13 %). Vous êtes 77% à souhaiter y accéder par internet: il doit être rénové et numérisé en 2020.

Concernant notre lettre d'information «La Voix des auditeurs IHEDN Paris Île-de-France», modifiée en 2018, nous notons votre satisfaction globale, la suggestion de synthèses sur les lundis de l'IHEDN et sur des articles de la revue Défense: ces synthèses sont les bienvenues de votre part. Pour les activités dans les départements, c'est prévu. Donner la parole aux auditeurs, participer à la rédaction de La Voix: Oui, proposez, faites-vous connaître.

Enfin, pour les actions menées dans les départements, pour lesquelles les référents départementaux (cf. Lettre 74) sont à l'écoute de vos propositions, et pour celles conduites dans l'association, vos commentaires vont nous aider à calibrer nos activités.

Merci de votre aide.

Thierry Colombier

ÉLÉMENTS DE PORTRAIT DE L'ASSOCIATION

Pour l'année 2018, plus de 400 auditeurs ont répondu à l'appel de cotisation, parmi lesquels 13% d'associés. La gente féminine représente près du quart des adhérents.

Nos adhérents demeurent principalement à Paris (42%), dans les Hauts-de-Seine (17%). Les autres départements (Essonne, Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines) représentent chacun de 5% à 10% de nos effectifs. Enfin les provinciaux représentent 11%, ainsi que quelques amis à l'étranger.

La dernière session régionale 211 compte 43 adhésions, suivie des sessions 180, 188, 195 et 203 qui comprennent entre 20 et 30 adhésions chacune.

Concernant nos pages web, plus de 22 000 ont été vues en 2018, tandis que notre application sur smartphone, chargée par 250 personnes ou institutions, enregistre près de 9000 vues.

Thierry Colombier

RÉFLEXIONS ET ÉTUDES

COMITÉ JEUNESSE : «DU RÉCIT NATIONAL ET DES FONDEMENTS DE L'ESPRIT DE DÉFENSE»

L'esprit de défense est lié à la volonté politique d'un groupe d'hommes de s'ériger en nation: celle-ci est l'expression d'une volonté de vivre ensemble, selon ses propres valeurs et institutions (institutions politiques, justice, éducation, langue, culture...) qui modèlent une histoire particulière, à prolonger en conservant ces valeurs et institutions et en les faisant évoluer.

Cette double volonté nationale suppose une protection réelle face aux menaces pesant sur ces valeurs, et «l'esprit de défense» en est l'expression privilégiée. L'évolution de la société perturbe ces évidences.

- Qu'en est-il, désormais, de l'esprit de défense, car c'est un truisme de dire qu'il suppose un minimum de cohésion sociale, de respect des institutions à défendre ?

- Où les démocrates contemporains trouveraient-ils l'énergie de se défendre, quand le politique dérive?

L'enjeu est de réformer une communauté de citoyens partageant un espace public commun de dialogue et de solution des conflits, que la France appelle «la République», lieu de prise du pouvoir de la communauté sur elle-même et par elle-même.

Les nations européennes, en déclin depuis 1945, ont un projet politique particulier: celui d'une société de droits humains et de paix. Dans le monde, ce projet est spécifique et original: qui en a conscience et le défend, malgré ses défauts? Il peut devenir la matière d'un récit national permettant de se projeter dans l'avenir.

Un récit national nous apparaît possible, puisque de nombreux pays entretiennent avec soin la mémoire de leur existence, et souhaitable, puisque des faits politiques récents démontrent son efficacité pour l'action collective. Il est nécessaire à la cohésion de la société française. Il reste donc à agir pour faire vivre et transmettre un tel récit.

Le comité jeunesse

COMITÉ QUESTIONS INTERNATIONALES

Notre comité s'est attelé à fixer la feuille de route des rapports d'étape qui ponctueront le rapport d'ensemble de 2021.

En 2019, le groupe d'études «quelles menaces pour l'Europe ? quelles défenses ?», consacrera ses travaux à l'examen de l'état des forces armées des 28 pays de l'UE en se rapprochant des ambassades et des correspondants de défense. Prévu pour juin, ce premier rapport d'étape sera suivi de l'étude des divers domaines de défense autres que militaires et d'une prospective des menaces pesant sur l'Europe, afin de formuler des propositions.

Le groupe «la France au Moyen-Orient en 2025», dont les travaux portent sur l'Iran, la Turquie, l'Arabie Saoudite et l'Égypte mettra en évidence, à partir de facteurs historiques et des situations actuelles, les indicateurs permettant d'entrevoir leurs ambitions de domination régionale et de cibler la puissance émergente avec laquelle la France devra composer pour préserver ses intérêts.

Le positionnement de la France dans cette région est l'un des pendants de son autonomie stratégique. Saura-t-elle concilier cette stratégie nationale, axée sur la préservation de sa souveraineté et de sa liberté d'action, avec une stratégie globale européenne impliquant une vision partagée et une action commune dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) ? Comment harmonisera-t-elle ses intérêts nationaux avec les intérêts européens, notamment au Moyen-Orient ?

Élise Acquin

COMITÉ CYBER-STRATÉGIE

La feuille de route 2019 du comité, à la commission spécialisée de l'Union-IHEDN, vise la constitution d'un baromètre cyber permettant de situer la France par rapport aux autres grandes puissances et de fournir des outils de sensibilisation aux PME/TPE pour les aider à acquérir les bons réflexes de défense et à responsabiliser leurs équipes, afin de renforcer leur compétitivité et leur rayonnement international.



Le comité a animé un atelier, le 19 novembre 2018, à la journée de l'AAIE-IHEDN (Association des auditeurs en intelligence économique IHEDN) sur le thème «TPE/PME: soft-power (pouvoir d'influence) ou soft-failure (faible défaillance - sens exact intraduisible car techniquement peu compréhensible!)?». Il a soumis aux participants des situations de chef d'entreprise «dans la vraie vie», réfléchi collectivement aux bonnes pratiques, et rédigé un rapport de conclusion.

Le comité a également participé au FIC (Forum international de la cyber-sécurité) à Lille les 22 et 23 janvier 2019.

Il a organisé, le 7 mars 2019, en collaboration avec l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), la Commission

nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), la Chambre professionnelle des TPE/PME du numérique (CINOV-IT) et la Confédération des PME (CPME), une conférence sur le thème «PME, de la cyber-sécurité à la cyber-compétitivité, comprendre les enjeux, protéger et créer de la valeur».

Le 27 juin 2019, il organise une conférence sur la stratégie chinoise en matière de cyber-sécurité et de protection des données. Il prépare en outre une visite du département cyber d'un grand groupe aérospatial.

Ali Mlala

CONFÉRENCES

LA POLITIQUE D'ARMEMENT EN FRANCE ET EN EUROPE - 17 janvier 2019, par François Charles, président de l'Institut de recherche et de communication sur l'Europe (I.R.C.E.)

Parler politique signifie faire des choix, en cohérence avec une ligne de conduite décidée pour un certain temps, afin d'atteindre certains objectifs, notamment dans les choix d'équipement, de fabrication et d'exportation. Parler armement signifie parler management de programme avec ses différences entre le civil et le militaire; c'est aussi parler des réalités multiples liées à la défense opérationnelle et aux opérations extérieures, des marchés internes et externes de défense soumis à la géopolitique autant qu'aux budgets. Parler de la France nécessiterait de parler de liens de confiance et de dépendance multilatéraux et bilatéraux au sein d'une interdépendance européenne.



La problématique de la France relève de prises de participation empêchant certains partenariats, de difficultés parfois à faire des choix, du maintien de schémas propres sur le management des programmes. C'est vouloir tout maîtriser au niveau industriel opérationnel au nom d'une souveraineté nationale, sans en avoir les moyens et sans la confiance d'une souveraineté européenne, et vouloir forger la défense de l'Europe en cherchant à imposer la vision bienfaitrice française, même si ses partenaires lui reconnaissent une certaine dynamique et qu'elle en a les clés.

La problématique des institutions est de parler défense en se limitant à la recherche et à l'innovation, sans privilégier le caractère particulier de l'industrie de défense en interne et à l'export, en l'ouvrant à la concurrence avec des exigences de transparence sans la protéger, sans se heurter à l'OTAN au niveau opérationnel, alors que les liens et les cohérences existent, et sans se heurter à la France qui est quasiment la seule à refuser d'entendre parler de l'OTAN, organisme politico-militaire efficace, plus européen qu'états-unien.

La problématique des États est leur manque de solidarité, du fait d'une

certaine histoire, obligés de composer entre eux comme avec les États-Unis et de profiter du caractère particulier de l'armement pour embellir leur économie lors des achats. La problématique des industriels est de considérer leur protection par les États pour se renforcer et sans valider certaines décisions politiques multilatérales.

Des solutions existent, qui passent surtout par la compréhension de l'autre pour parvenir à des bases communes et à l'identification de spécificités légitimes.

François Charles

L'IRAN : SEULE PUISSANCE RÉGIONALE ÉMERGENTE AU MOYEN-ORIENT?

7 février 2019 par Bernard Hourcade, directeur de recherche émérite au CNRS

La République islamique d'Iran a 40 ans. La durée et l'ampleur de cette «révolution», résumée à sa seule dimension cléricale islamique, ont été sous-estimées. La population (80 millions d'habitants) a expérimenté durement le pouvoir de l'islam cléricale mais a poursuivi sa révolution dans tous les domaines, n'oubliant jamais, malgré les difficultés intérieures et l'hostilité internationale, les idéaux de la devise de la République islamique «Indépendance, liberté, république islamique», non encore réalisés.

En Iran, le clergé chiite encadre la vie publique et privée. Par son organisation pyramidale, proche de la population, radical et habile, il a su trouver les compromis nécessaires à sa politique (fin de la guerre Irak-Iran, accord sur le nucléaire de 2015), selon une méthode efficace pour survivre mais inadaptée à une société profondément changée, ouverte sur le 21ème siècle.

Les divisions s'accroissent au sein du clergé et de l'élite politique, usés par 40 ans de pouvoir, face à une nouvelle bourgeoisie moyenne bien formée, ambitieuse, ouverte à la mondialisation, où les femmes et les jeunes adultes forment un ensemble citoyen dynamique, cas unique dans tout le Moyen-Orient où certains placent toujours l'islam au cœur des espoirs politiques. L'Iran est le seul pays de la région à pratiquer l'islam politique et à chercher à en sortir, dans une vie politique intérieure complexe ne se limitant pas à une opposition binaire entre «pour et contre les mollahs».

L'accord sur le nucléaire signé en 2015 a tourné la page de décennies



de crise: l'Iran n'était plus une menace et pouvait intégrer l'économie, la politique et la culture mondiales. Cette perspective de devoir compter, à court terme, avec une puissance régionale moderne et pacifique a

suscité l'opposition de l'Arabie, d'Israël et des États-Unis.

Le retrait américain de l'accord de 2015 est une catastrophe pour l'Iran, dont la reconstruction économique aurait entraîné une évolution des rapports de force intérieurs, politiques, culturels et sociaux, désormais impossible à court/moyen terme. Cela renforce le pouvoir des conservateurs prônant la résistance aux influences étrangères, attitude qui ne correspond plus aux demandes de la société iranienne actuelle, y compris et surtout de ceux qui restent attachés à l'islam comme religion et force morale.

Pays persan chiite dans un Moyen-Orient turc, arabe et sunnite, l'Iran se sent une île entourée de puissances hostiles. Conscient de ses limites et des capacités défensives de son armée, il utilise un archipel de minorités (Hezbollah, chrétiens arméniens, Hazara d'Afghanistan, Houthis du Yémen), pour affirmer sa présence et assurer sa défense nationale, sans capacité ni volonté de conquête, mais avec la volonté d'être reconnue comme une puissance nécessaire à la stabilité régionale. Celle-ci passe par une coexistence pacifique entre les deux gendarmes du Golfe, l'Arabie et l'Iran, surtout face au défi international majeur qu'est devenu le terrorisme djihadiste.

Bernard Hourcade

QU'EST CE QU'UN CHEF?

11 février 2019 - Par le général Pierre de Villiers, ancien chef d'état-major des armées

Le cercle de réflexion Synopia, organisateur de la rencontre, et notre association en tant que partenaire, ont eu l'honneur d'accueillir le général d'armée Pierre de Villiers à la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, pour une présentation de son nouveau livre «Qu'est ce qu'un chef ?» (Fayard, 2018).

Un essai ambitieux sur l'ordre, qui remet l'homme au centre du système. Dans un monde complexe, l'auteur indique le cap à tenir et la méthode pour agir utilement.

Devant une salle comble, le général de Villiers a insisté sur la nécessité de concilier technologie et humanisme, sur les compétences à développer (concevoir selon une vision, convaincre via l'adhésion, conduire, contrôler...) et les qualités nécessaires (exemplarité, sincérité, enthousiasme, humilité, bon sens, humour, générosité, fraternité, respect et bienveillance aux autres...). Il a également mis en exergue le rôle de l'Europe, les enjeux des migrations, de la sécurité climatique, les valeurs «d'escalier social», d'unité, de citoyenneté et d'espérance.

Mêlant une réflexion puissante sur les problèmes profonds de notre époque et des solutions efficaces, le général de Villiers met son expérience au service de tous: « Je ne suis ni philosophe, ni sociologue, ni capitaine d'industrie », affirme-t-il.

«Je suis un praticien de l'autorité qui s'est toujours efforcé de placer les relations humaines au cœur de son engagement au service de la France et de ses armées. Car l'autorité n'est pas spécifiquement militaire, c'est le lien fondamental de toute société humaine.

Fort de ces convictions, je propose dans ce livre quelques jalons pragmatiques, simples et avérés pour sortir d'un mal-être sociétal croissant, diriger avec justesse et discernement.»

Jean-Marc Schaub

RAYONNEMENT ET PARTENARIATS

SÉMINAIRE DES ELUS - 30 Janvier 2019

Ce premier séminaire 2019 des élus s'est tenu au Cercle national des armées (CNA), palais d'inspiration néo-classique construit, en 1927, place Saint-Augustin, sur la caserne de la Pépinière, dédié en 1954 à la mémoire du maréchal Joffre.

Le général Bruno Le Ray, gouverneur militaire de Paris et officier général de la zone de défense et de sécurité de Paris, a présenté ses missions, dont le commandement opérationnel en Île-de-France de l'opération Sentinelle. Relevant que 4 à 5% de l'effectif parisien est actuellement fourni par la réserve opérationnelle, il a souligné l'importance de l'engagement du 24ème régiment d'infanterie, seul régiment intégralement composé de réservistes au sein de l'armée de terre.

Le contre-amiral Emmanuel Gouraud, a exposé la genèse de la Garde nationale qui, à la suite des attentats de novembre 2015, a répondu au vif désir d'engagement des jeunes Français. La Garde nationale regroupe aujourd'hui 72 285 volontaires, dont 7000 sont engagés quotidiennement. Si sa montée en puissance est soutenue par des mesures d'attractivité et d'incitations (financement du permis de conduire, allocation d'études spécifique, prime de fidélité...), les entreprises constituent une clef essentielle du dispositif en devant libérer leurs collaborateurs dans des préavis restreints. La Garde nationale a signé 560 conventions; la Ville de Paris prévoit son proche engagement.



Enfin, Édouard Detaille, président de l'Association, a rappelé les missions de celle-ci, formation, réflexion, information en lien avec l'Union IHEDN, en insistant sur la nécessaire participation des élus et des correspondants défense à l'objectif de la sensibilisation de tous à l'esprit de défense qui constitue le cœur de l'action de notre association.

Cette réunion, tenue dans la belle salle des fêtes du CNA, appelée «salle des chinoiseries», s'est terminée par un chaleureux moment de convivialité.

Marie-Paule Ravanel et Hervé Vuillaume

L'ASSOCIATION ET LA VIE LOCALE DES DÉPARTEMENTS

Cette nouvelle dynamique départementale, annoncée dans les n° 74 et 75 de La Voix des auditeurs, a été présentée le 17 janvier 2019 au gouverneur militaire de Paris afin de faciliter la mise en relation de nos référents départementaux avec les délégués militaires départementaux.

Après la présentation du projet CIGEO (Centre industriel de stockage géologique) par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), au musée Pierre et Marie Curie, le 28 novembre 2018, deux nouveaux événements ont, d'ores et déjà, été planifiés dans le courant du premier semestre 2019 :

- Le 15 mars, visite du Centre de maîtrise radiologique et chimique (MNRCB) de la direction générale de l'armement (DGA) à Vert-Le-Petit (Essonne), pilotée par Xavier LIFFRAN, référent départemental de l'Essonne (91) ;

- Le 5 avril, visite du Centre R&D EDF à Chatou (Yvelines), pilotée par Camille Guthmann, référente départementale des Yvelines (78).

Ces deux événements représentent de nouvelles occasions d'échange et de partage à destination des auditeurs IHEDN de Paris et de l'Île-de-France.

Philippe Alessandrini

PROCHAIN VOYAGE D'ÉTUDE : LES BALKANS ?

Selon Nathalie Loiseau, ministre des Affaires européennes, de retour d'une visite en Serbie et Macédoine du Nord, la France, très présente pendant le conflit des Balkans et la période post-conflit, s'en est ensuite détournée mais compte se réinvestir dans les Balkans, devenus «un angle mort de la diplomatie française».

Elle estime que l'Union européenne n'a peut-être pas assez investi dans la manière de gagner la paix dans les Balkans alors que ce devrait être une de ses priorités, car il n'y a pas de statu quo dans les Balkans: les choses vont soit dans la bonne direction, soit dans la mauvaise et il y a une attente d'Union européenne plus active. Celle-ci serait d'accord pour accroître l'aide et le partenariat avec les États des Balkans occidentaux, compte tenus d'intérêts communs et de projets conjoints, (programme Erasmus, lutte contre le trafic des armes de petits calibres...), en fonction des situations de chaque pays et de leurs relations propres.

Des petites républiques issues de l'éclatement de la Yougoslavie, non encore entrées dans l'UE, le Monténégro et la Serbie sont candidats à l'adhésion, avec procédure en cours; l'Albanie et la Macédoine aussi, encore sans procédure. La Bosnie-Herzégovine et le Kosovo sont «candidats potentiels».

L'IHEDN s'intéresse au thème des Balkans, et doit recevoir prochainement pour une session régionale ou nationale des cadres de cette région. Notre association se propose d'inscrire cette démarche dans son prochain voyage d'étude, en Serbie, Macédoine, Albanie, dont un fil rouge pourrait être, notamment, le renforcement d'un tissu d'adhérents auditeurs IHEDN locaux, Français sur place et locaux d'origine. Christina VASAK, ambassadrice de France en Albanie, membre de l'Association, et Corinne Breuzé, ambassadrice directrice adjointe de l'IHEDN nous apportent leur soutien.

Jean Marc Thomas

DÎNER DE CLÔTURE DU CYCLE MÉMORIEL SUR LA GRANDE GUERRE 1914-1918

4 décembre 2018

Dans la Rotonde de l'École militaire, quatre-vingt auditeurs ont participé au dîner mémoriel clôturant nos cinq années de partenariat avec la mission du Centenaire sur les «Chemins de mémoire». Le général d'armée Elrick Irastorza, président de la Mission, les attachés de défense d'Allemagne - le général Werner Albl -, du Royaume-Uni - le général Robert Thomson - et des USA - le colonel Ellis - ont été nos invités d'honneur.

Le général Irastorza a évoqué plusieurs pistes d'actions pour donner suite aux diverses commémorations telles que le travail scolaire et la poursuite des échanges entre toutes les nations d'Europe permettant de sensibiliser les jeunes générations au rayonnement et à la défense de la France et de maintenir des liens d'amitié en Europe suffisamment forts pour garantir une paix existante depuis maintenant 75 ans.



Deux jeunes fils d'auditeurs ayant suivi certaines visites mémorielles ont exprimé, avec la fraîcheur de leur âge, leurs sentiments devant les souvenirs si douloureux de cette période de l'Histoire de France.

Enfin, notre camarade le général Jean-Paul Ameilhaud a lu un poème de l'Américain Alan Seeger qui s'engagea, dès août 1914, à 26 ans, dans la Légion étrangère. Dans ce poème adressé à sa mère, il écrivait que «se battre pour la liberté et mourir au front, est la plus haute destinée qu'un être humain puisse atteindre»: Des vers prémonitoires, puisqu'il tomba au champ d'honneur, au tout début de la bataille de la Somme en 1916, le 4 Juillet, jour de la commémoration de l'Indépendance américaine.

Isabelle Hugues - de Segonzac et Jean-Marc Thomas

FOCUS

LA DÉFENSE, CONTESTABLE OU CONTESTÉE, DES DJIHADISTES FRANÇAIS - par Bernadette Anton-Bensoussan, magistrate honoraire de l'ordre judiciaire

11/19 mars 2012: L'horreur ! La France découvre l'assassinat commis au nom de l'Islam par des djihadistes: quatre victimes de l'école Ozar Hatorah, trois militaires abattus dont deux décédés, le troisième restant handicapé. Il y aura un «avant Merah» et un «après Merah».

Attentats et retours de Syrie: quelles sont les thèses, les argumentaires de ces islamistes radicaux?

Quels profils pour ces enfants de la République rejetant ses valeurs, «ceux des cités» issus de l'immigration, les convertis, les femmes, les mineurs?

Lors de leur mise en examen par les juges, leur défense reflète ce que la société veut entendre.

Les jeunes issus de l'immigration rappellent l'ignorance de la religion dans leur famille, par manque de connaissances ou, souvent, par souci d'intégration. En réaction à cette non-pratique familiale, ils ont recherché réponse à leurs interrogations auprès d'imams et par des rencontres dans les mosquées.

D'autres évoquent une vie d'abandons (parents absents, familles éclatées, père retourné au pays, parcours scolaires déstructurés et désœuvrement) comme facteurs de retour à la religion; ils se sont rapprochés de groupes «dits religieux» aux chefs souvent délinquants. La mouvance jihadiste leur offre un idéal social: revenir à une société de strictes pratiques du Coran et fuir une société française oppressive. Ils ont suivi les «frères» salafistes croyant en une meilleure société «en terre d'Islam», valorisant la rigueur par la charia.

Les «convertis» disent avoir découvert l'Islam lors de la recherche d'une religion de «paix».

D'autres ont souhaité s'installer avec leur famille dans un pays musulman, et faire leur «hijra» (Hégire). Certains sont partis (2014-2015) pour venir en aide aux populations irakienne ou syrienne. La proclamation de «l'Organisation de l'État islamique» (Daech) a provoqué des raisons de combattre Bachar El Assad, puis de porter la guerre contre «les mécréants», contre l'Occident.

Les fonds nécessaires au départ sont venus de la commission d'actes délictueux, braquages, escroqueries, mais aussi des familles reconnaissant avoir tout vendu et contracté des prêts à la consommation. Citons aussi l'aide financière des «frères» et le «prêt de confiance».

Les revers de Daech (fin 2016 et 2017) ont réduit les départs, et le retour sur le territoire français a visé à commettre des attentats au nom de Daech. Aujourd'hui, le risque des départs apparaît limité, mais les actions se sont déplacées sur le continent européen: n'ayant pu mourir en martyr en terre d'Islam, ils doivent prouver qu'ils restent des combattants d'Allah.

Ces djihadistes disent avoir espéré une vie facile, avoir découvert la guerre, la manipulation par la religion, avoir été grugés. Ils prétendent rêver d'une vie familiale, une vie de travail, l'emprisonnement leur ayant fait prendre conscience de leur erreur. Ils veulent devenir de bons citoyens. Certains restent cependant figés dans leur vécu, convaincus que la société française mérite la mort pour toutes les exactions commises, associant la colonisation au débat sur le port du voile.

Face à ces discours, la justice est confrontée à la nécessité de maintenir l'intéressé en détention, pour éviter toute réitération des faits, et de lui permettre de préparer son retour à la vie citoyenne dans cette société initialement rejetée après avoir connu la zone de guerre, vu ou participé à des exactions.

La «déradicalisation» a été un leurre. Malgré leur bonne volonté, les psychologues, éducateurs, travailleurs sociaux participant à la «resocialisation» n'ont pas été formés au profil du délinquant de retour de zone de guerre.

Mais notre société n'est plus celle de ces «ex djihadistes», d'où la difficulté à leur imposer notre modèle. Dès lors, notre approche reste incomplète: l'analyse fine de leurs propos doit pouvoir déterminer combien se présentent repentants, alors qu'ils sont dans la dissimulation, «la taqiya», et combien reviennent pleinement convaincus de leurs erreurs?

La réponse judiciaire doit être sévère, mais basée sur la lecture fine de leurs profils et implications: nul n'ignore qu'ils sortiront de détention. Il ne suffit plus de considérer «qu'ils ont pris du recul», mais de nous assurer de leurs perspectives d'avenir par l'étude ou par la formation.

Si la détention est le temps de la sanction, ce temps devrait être celui de la réflexion. Peut-on attendre une vraie prise de conscience dans un contexte de rejet des valeurs républicaines et de contestation des culpabilités? Toute œuvre de réinsertion s'inscrit dans ce très difficile contexte.

Bernadette Anton-Bensoussan

COMMUNAUTÉ IHEDN

LE SERVICE NATIONAL UNIVERSEL

Début 2018, l'IHEDN, en liaison avec l'Union-IHEDN et ses associations régionales dont la nôtre, a transmis au gouvernement diverses propositions relatives à la création d'un Service national universel (SNU), qui ont été largement reprises par le dispositif arrêté aujourd'hui.

Ce Service national universel répond à quatre objectifs: accroître la cohésion et la résilience de la nation, en développant une culture de l'engagement; garantir un brassage social et territorial de l'ensemble d'une classe d'âge; renforcer l'orientation en amont et l'accompagnement des jeunes dans la construction de leurs parcours personnel et professionnel; valoriser les territoires, leur dynamique et leur patrimoine culturel.

Les jeunes appelés volontaires, mobilisés pour cette phase de préfiguration, participeront d'abord, en juin 2019, à un séjour de cohésion de quinze jours. Puis, ils réaliseront, dans un second temps, une mission d'intérêt général, d'une durée de quinze jours également, entre juillet 2019 et juin 2020.

Pour le montage de la première phase du SNU, rassemblant 3 000 volontaires dans treize départements à partir de mi-juin 2019, le général directeur de l'IHEDN a souhaité que les associations régionales apportent leurs propositions à la définition pratique du dispositif et leur concours à son animation, en liaison avec les membres de l'équipe gouvernementale responsable du SNU.

Treize camarades, un par grande région nouvelle, ont donc été désignés pour former l'équipe IHEDN dans ce projet de cohésion nationale qui constitue l'occasion d'approfondir notre engagement à faire rayonner l'esprit de défense auprès de la jeunesse. Maryse Viseur y représente l'Association et le Val d'Oise figure parmi les treize départements retenus comme représentatifs de la diversité des territoires.

Marileine Toinet

ANA-INHESJ

L' ASSOCIATION NATIONALE DES AU- DITEURS DE L'INSTITUT DES HAUTES

ÉTUDES DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE (ANA-INHESJ) *Par Danièle Luccioni, sa présidente.*

L'ANA-INHESJ est constituée d'auditeurs et d'auditrices diplômés ayant suivi les sessions nationales de formation et/ou des sessions spécialisées et régionales et/ou des sessions jeunes de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ).

C'est aussi un réseau de professionnels qui permet de favoriser et de prolonger les échanges d'expériences et le perfectionnement des connaissances reçues lors des sessions de formations proposées par l'INHESJ.

L'ANA-INHESJ



- Propose à tous ses adhérents de développer ses activités en étant un véritable lieu à la fois d'échanges d'idées, de recherches et d'études de sujets de réflexion faisant débat ou de thèmes d'actualité en lien avec la sécurité et la justice.
- Organise conférences, colloques, dîners et petits-déjeuners sous forme de débats, visites culturelles, voyages d'études (Cuba, Albanie, Egypte) et toutes initiatives pouvant aider à la réalisation de l'objet de l'Association.
- Élabore quatre publications par an: la revue «L'Auditeur» et le magazine «Regards Croisés», des études en fonction de sujets d'actualité ou des thèmes suivis lors des sessions de formation de l'INHESJ.
- Récompense chaque année une œuvre qui souligne les concepts de sécurité et de justice (AKROPOLIS).

L'ANA-INHESJ a reçu lors de ses derniers dîners – débat :

- * Arnaud Teyssier, historien, haut fonctionnaire, sur le thème : «La Vème république porte-t-elle bien ses 60 ans?».

- * Anne Souvira, commissaire divisionnaire, chargée de mission Cyber (cabinet du préfet de police de Paris).
- * Patrice Bergougnou, préfet honoraire sur le thème : «Sécurité: enjeux et menaces».
- * Nathalie Griesbeck, députée européenne.
- * Haïm Korsia, grand rabbin de France et Antoine de Romanet, évêque aux armées françaises.

Elle a aussi reçu, lors d'un petit-déjeuner, les députés Pierre Morel-A-L'Huissier et Didier Paris sur le thème «Les fichiers mis à disposition des forces de sécurité».

L'ANA-INHESJ a son siège à l'École militaire.

Danièle Luccioni

LES BRÈVES DU CARNET

Notre camarade adhérente de l'Association Anne-Marie KAPRON, chirurgien, est décédée brutalement le 9 janvier 2019 à Paris. Récemment élue présidente de l'association des internes des hôpitaux publics, prêtant son concours au TGI de Versailles, elle a toujours manifesté un sens exceptionnel de l'entraide. L'Association était présente à ses obsèques.

Des membres du Codir (Thierry, Bernard, Marileine), Christophe Gravereau et Christian Ligeour ont participé le 18 janvier au petit-déjeuner organisé par l'Association (nationale) des auditeurs IHEDN pour entendre Alain Lamassoure, député européen.

Arnaud Ficholle, Jean-Louis Coville, Philippe Haroutiounian, Pascal Roze et Stephen Silvestrini nous ont représentés à la cérémonie, présidée par la secrétaire d'État G. Darieussecq, de commémoration du 21 février 1944, 75ème anniversaire de l'exécution au Mont Valérien des résistants du groupe de FTP-MOI Manouchian, après son démantèlement 3 mois plus tôt et les lourdes tortures de ses membres. Signalons la présence d'un émouvant monument au groupe Manouchian édifié à la fin des années 70 dans le cimetière parisien d'Ivry-sur-Seine par le sculpteur Ara Haroutiounian (apparenté à notre camarade Philippe ?).

Directeur de publication : Édouard DETAILLE

Rédactrice en chef : Marileine TOINET

Comité de rédaction:

Anne de BAGNEAUXSAVATIER,
Édouard DETAILLE,
Isabelle HUGUES de SEGONZAC
Marileine TOINET

**Association des auditeurs IHEDN
région Paris Ile-de-France**

École militaire 1, place Joffre
Case 41 Paris 75700 SP 07

secretariat@ihedn-paris.eu

www.ihedn-arparisidf.org

Maquettiste :

Aïda PEREIRA
aidesign@gmail.com
06 74 77 07 53